



Appel d'offres ouvert

Fourniture et livraison de repas en liaison froide

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**Mairie de Brenouille
16 rue Robert Guerlin
60870 BRENOUILLE**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - GENERALITES	2
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT ET DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	4
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 7 – PENALITES.....	6
ARTICLE 8 – REFACTION ET REJET	6
ARTICLE 9 – ASSURANCE	6
ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE	7
ARTICLE 11 – DIFFERENDS/LITIGES.....	7
ARTICLE 12 – DEROGATIONS AU CCAG	8

ARTICLE 1 - GENERALITES

Il est fait obligation au prestataire de lire les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières, et d'en tenir compte quant à la nature et à la qualité des prestations à fournir.

Le prestataire reconnaît :

- avoir pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation de la prestation,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et avoir évalué leur nature, leur importance et leurs particularités,
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires auprès du maître d'ouvrage, des administrations et des services publics.

Le prestataire doit, vu ses connaissances, être en mesure d'apprécier l'étendue des prestations à mettre en œuvre afin que les fournitures livrées soient complètes, bien exécutées et conforme au projet initial.

Le prestataire fera son affaire personnelle de l'obtention de toutes les autorisations qui seront nécessaires à l'exécution de sa prestation ainsi que tous les frais en résultant.

Le prestataire doit signaler, dans les délais, toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait relever dans les documents de consultation ainsi que toutes les difficultés qu'il pourrait prévoir. En cours de prestation, il doit attirer l'attention du maître d'ouvrage sur les inconvénients qui pourraient résulter des ordres reçus.

Le présent cahier des clauses administratives particulières vient en complément des dispositions législatives en vigueur ainsi que du cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services publié au JORF le 19 mars 2009.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Article 2.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de service.

Le présent marché a pour objet la confection et la livraison en liaison froide de repas pour la restauration scolaire et périscolaire (le midi uniquement) dans les conditions fixées au CCTP.

Il est demandé des repas pour les 3/6 ans, pour les 7/12 ans et des repas pour adultes.

Il s'agit d'un marché public passé selon une procédure formalisée selon l'article L.2120-1 3°, L.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 et articles R.2161-2 à R.2161-5 et R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Article 2.3 Sous-traitance

Il est interdit au titulaire du marché de sous-traiter tout ou partie du présent marché sans y être expressément autorisé par la collectivité.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée ainsi que ses conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles L.2193-4 et suivants du code de la commande publique.

En tout état de cause, le titulaire est seul responsable envers la collectivité du parfait accomplissement du contrat. En cas de sous-traitance non autorisée, le titulaire encourt la résiliation du marché conformément à l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Article 2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

Article 2.5 Clauses de financement

Il n'est pas prévu de retenue de garantie

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT ET DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le présent marché n'est pas alloti, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite des offres.

ARTICLE 4 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces particulières et contractuelles du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (A.E.) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- le mémoire technique du prestataire ;
- l'annexe à l'acte d'engagement « conclusions suite à la réunion de démarrage ».

Les pièces générales et constitutives du marché comprennent :

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services publié au JORF le 19 mars 2009.

- le code de la commande publique ;
- l'ensemble des normes, en particulier celles concernant les conditions d'hygiène à la préparation, la conservation et la distribution des repas, les normes relatives à la composition des repas servis en restauration scolaire et sécurité des aliments et notamment la loi du 30 octobre 2018 portant sur l'agriculture et l'alimentation dite EGALim

Ces dernières pièces, en libre accès sur le site www.legifrance.gouv.fr sont réputées connues par les soumissionnaires bien qu'elle ne soient pas intégrées dans le DCE.

ARTICLE 5 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

A) Commandes

Les produits faisant l'objet du marché seront réglés par application aux quantités réellement commandées des prix unitaires dont le libellé est indiqué dans l'acte d'engagement.

Les prix seront réputés comprendre toutes les charges afférentes à l'exécution de l'ensemble des prestations demandées, c'est-à-dire en tenant compte notamment :

- Du prix des denrées
- Du coût du personnel
- Des frais d'exploitation
- Des frais liés à l'évacuation et traitement des déchets
- Des frais administratifs et de gestion
- Des impôts et taxes
- De la rémunération de la société

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que les frais de transport, d'emballage, de conditionnement, de manutention et de livraison dans les locaux de la commune.

B) Révision des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de démarrage d'exécution. Ils seront révisés annuellement à la date anniversaire du marché sur demande expresse du titulaire du marché.

La révision doit être impérativement communiquée au Pouvoir Adjudicateur avant la date d'anniversaire du marché.

Les nouveaux tarifs seront effectifs à la date d'anniversaire du marché chaque année après validation du pouvoir adjudicateur.

Au cas où la révision des tarifs entrainerait une augmentation de plus de 3% des tarifs initiaux pratiqués lors de la première année d'exécution, le Pouvoir Adjudicateur pourra mettre fin au marché. La notification de la résiliation pour le motif cité précédemment sera transmise par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux mois suivant la réception de la révision des prix.

La révision interviendra par application de la formule suivante :

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 (\ln / l_0)]$$

selon les dispositions suivantes :

- P = prix révisé
- Po = prix avant révision
- In = dernière valeur de l'indice connu
- Io = indice de référence

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle année d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

L'index de référence I, publié par l'INSEE, est l'indice annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1.2.0.1 - Repas dans un restaurant scolaire ou universitaire. L'indice de base janvier 2021 : 103.31

Si l'indice ci-dessus ne pouvait plus être appliqué pour quelque cause que ce soit il serait remplacé par un autre indice qui serait adopté en accord entre les parties dans les huit jours de la demande formulée en ce sens par l'un des cocontractants.

C) Remise des factures et modalités de règlement

Le prestataire transmet, chaque fin de mois, les factures correspondantes aux bons de commandes du dit mois.

Les factures doivent être adressées uniquement via le portail CHORUS conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014.

Le titulaire doit utiliser la facturation électronique (Chorus Pro) selon la réglementation en vigueur.

En vue d'assurer le règlement des prestations, il joint son BIC-IBAN, et son numéro de SIRET (obligatoire dans le cadre de la dématérialisation comptable).

La commune se réserve le droit de demander toute modification de la présentation et/ou de la périodicité des factures, notamment pour des raisons de gestion comptable. Dans cette éventualité, le pouvoir adjudicateur préviendra le fournisseur un mois au moins à l'avance.

Le mode de règlement retenu est le virement avec mandatement. Le délai de paiement applicable au présent marché est 30 jours, dès réception de la facture (ou du mémoire), établie par le prestataire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

D) Acceptation du décompte

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture.

Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités, les réfections.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le pouvoir adjudicateur.

Il est notifié au titulaire concerné si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée comme prévu ci-dessus. Passé un délai de trente jours à compter de l'envoi de cette notification, le « titulaire » est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Les sommes dues au titulaire sont payées par le comptable public du pouvoir adjudicateur : Trésorerie de Senlis..

Le mandatement de la somme arrêté intervient dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture.

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché prend effet à compter du 1^{er} septembre 2025 jusqu'au 31 août 2026.

Il sera reconduit tacitement par périodes de douze mois : du 1^{er} septembre 2026 au 31 août 2027 puis du 1^{er} septembre 2027 au 31 août 2028.

La non reconduction éventuelle devra être réalisée par l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de trois mois maximum avant le 1^{er} septembre de l'année en cours.

ARTICLE 7 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG :

Tout retard de livraison, rendra exigible, de plein droit et sans mise en demeure, une pénalité dont le montant est fixé à 5 % par heure de retard, à calculer sur le montant (HT) total de la commande objet du retard.

Le non-respect du processus de réajustement rendra exigible, de plein droit et sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100€.

Le non-respect de la composition des menus indiquée au CCTP rendra exigible, de plein droit et sans mise en demeure, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100€.

En cas de retard répété et après une première mise en demeure, le pouvoir adjudicateur sera en droit, par simple lettre recommandée, de résilier tout ou partie de la prestation, sans indemnité à sa charge, et/ou de recourir pour l'achèvement de la commande à un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire et/ou de prendre toutes mesures prévues au présent cahier des charges ou au CCAG.

ARTICLE 8 – REFACTION ET REJET

A) Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que la prestation du titulaire ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elle présente des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après une discussion avec le titulaire ou son représentant. Les décisions du pouvoir adjudicateur sont motivées.

B) Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet ne peut être prise qu'après une discussion avec le titulaire ou son représentant. Les décisions du pouvoir adjudicateur sont motivées.

En cas de rejet, le titulaire sera tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation commandée.

En cas de rejet, le titulaire s'engagera à présenter de nouveau une prestation conforme à la demande du pouvoir adjudicateur dans un délai fixé, au cas par cas, par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9 – ASSURANCE ET REPARATION DES DOMMAGES

9.1 Assurance

Le titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations qu'il peut encourir soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'occupation des locaux des locaux et de l'utilisation des installations et du matériels mis à disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés, notamment ceux résultant d'une intoxication alimentaire de telle sorte que la responsabilité de la collectivité ne puisse jamais être inquiétée ni recherchée.

Le prestataire s'oblige à apporter sur demande de la collectivité, la preuve du respect de l'obligation d'assurance ainsi mis à sa charge.

9.2 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés par le titulaire aux personnes ou aux biens, du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 10 – RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait application du chapitre 6 du CCAG.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Les motifs de résiliation aux torts du titulaire prévu par l'article 32 du CCAG-FCS sont complétés par les dispositions suivantes :

- Non respect des règles d'hygiène, de salubrité ou de sécurité ayant eu des conséquences sanitaires sur tout ou partie des bénéficiaires ;
- Retards répétés dans la distribution des repas ;
- Non respect de l'exécution des prestations de services aux prescriptions du présent marché ;
- Non respect des injonctions du pouvoir adjudicateur ;
- Non respect de la qualité attendue.

Ces sanctions pécuniaires ne sont pas exclusives des indemnités ou dommages et intérêts que le titulaire peut être amené à verser par suite de manquements aux mêmes obligations.

ARTICLE 11 – DIFFERENDS/LITIGE- DROIT LANGUE MONNAIE

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet de la part de l'entrepreneur d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois compté à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, le droit français est seul applicable : les tribunaux français sont seuls compétents et plus particulièrement le tribunal compétent est le Tribunal Administratif d'Amiens – 14 Rue Lemerchier – 80 000 AMIENS.

Les correspondances et documents relatifs au marché sont rédigés en français. La monnaie est l'Euro.

ARTICLE 12 – DEROGATIONS AU CCAG

L'article 7 déroge à l'article 14.1 du CCAG.